



# PRÉFET DU MORBIHAN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne

Unité départementale du Morbihan

Lorient, le 20 janvier 2022

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2022

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMURFIT KAPPA FRANCE**

Zone de Caradec

B.P. 2

56120 GUEGON

Référence : XB/FD/E/2022-17

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté Zone de Caradec - 56120 GUEGON. L'inspection a été annoncée le 10/11/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- Zone de Caradec B.P. 2 56120 GUEGON
- Code AIOT dans GUN : 0005501702
- Régime : Autorisation

Smurfit Kappa Group est une entreprise de fabrication d'emballages à base de papier.

Le site, objet de la présente visite d'inspection, fabrique des emballages cartons pour diverses industries agroalimentaires comme Agrigel, Saveol mais aussi des industries lourdes comme Yves Rocher ou Cellulose de Broceliande.

Le site est autorisé par arrêté d'autorisation du 23/06/2005 au nom de la SCA EMBALLAGE. Un récépissé de déclaration de succession a été délivré à la société SMURFIT KAPPA FRANCE le 03/10/2018.

Dans le contexte d'échanges avec l'exploitant au sujet de la possibilité de mise en place d'un système de sprinklage, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant de la programmation, en application de l'article L.514-5 du code de l'environnement, d'une inspection de ce site en 2021 par courriel du 10/11/2021.

Thèmes de la visite : Risques incendie – Stratégie de défense incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article I > 7.	/	
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article I > 7.	/	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 23/06/2005, article 7.2.3	/	
Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 23/06/2005, article 7.2.3	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Détection et extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article I > 4.2.	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise doit définir sa stratégie de lutte contre l'incendie, en lien avec le SDIS, et définir le volume d'eau d'extinction susceptible d'être pollué à confiner en cas d'incendie, afin de dimensionner les moyens nécessaires.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Détection et extinction automatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article I > 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Applicable au stockage papier carton
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection ou d'extinction. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les moyens internes à l'entreprise sont organisés et font l'objet de contrôles périodiques semestriels minimum et annuels par un organisme externe agréé. L'exploitant dispose de la liste des équipements nécessaires et s'assure du suivi au moyen d'un registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article I > 7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Applicable au stockage papier carton
<b>Prescription contrôlée :</b> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil, et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m <sup>3</sup> /h pendant une durée d'au moins deux heures.
<b>Constats :</b> Les prises d'eau externes existent et le débit est contrôlé et confirmé par la SAUR. Toutefois, pour s'assurer de la conformité de cette disposition il est indispensable que l'exploitant définisse sur un plan la localisation des prises d'eau et ou réserves d'eau externes et la localisation de ses stockages. La localisation des lieux de stockages sera utilement complétée des autres points névralgiques du site (locaux de bureau/personnel...). Ce document doit permettre à l'entreprise de définir sa stratégie de lutte contre l'incendie, en lien avec le SDIS, et définir le volume d'eau d'extinction susceptible d'être pollué qu'il sera nécessaire de confiner en cas d'incendie.
<b>Observations n° 1 :</b> L'exploitant réalisera, si possible en concertation avec les services d'incendie et de secours, un plan à l'échelle qui devra permettre de localiser les sites de stockages et le positionnement des prises d'eau ou poteaux dans l'objectif de s'assurer du respect des distances et de localiser les moyens de confinement des eaux d'extinction.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article I > 7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Applicable au stockage papier carton
<b>Prescription contrôlée :</b> A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;
<b>Constats :</b> La réserve d'eau est ici la rivière Oust. Toutefois, l'inspecteur constate qu'actuellement cette réserve d'eau n'est pas accessible : la plateforme n'est pas fonctionnelle, elle a une surface inférieure à 12 m <sup>2</sup> et ne dispose pas de dispositif de calage.
<b>Observations n° 2 :</b> L'exploitant doit rendre fonctionnelle la possibilité d'utiliser ce point d'eau et recueillir l'avis des services de secours. Pour réaliser les travaux de mise en conformité, l'exploitant se rapprochera des services de la Région Bretagne pour obtenir les autorisations nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2005, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité incendie de l'Installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec la Direction Départementale des Services d'incendie et de Secours, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum : Il convient de disposer d'un débit d'eau de 1 162 m <sup>3</sup> /h pendant au moins deux heures qui peut être obtenu par une ou plusieurs réserves d'eau de capacité minimale de 2 324 m <sup>3</sup> accessibles aux engins d'incendie par une aire de 32 m <sup>2</sup> (8 m x 4 m).
<b>Constats :</b> Les documents en possession de l'exploitant ne permettent pas de justifier l'accessibilité aux engins d'incendie de la réserve d'eau. Ils ne font pas apparaître l'accord de la Direction Départementale des Services d'incendie et de Secours, sur les moyens d'intervention existant au regard des risques encourus.
<b>Observations :</b> Cf. observation n° 1 : le plan requis par l'observation n° 1 devra permettre de le justifier.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2005, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité incendie de l'Installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces poteaux d'incendie normalisés et points d'eau artificiels ou naturels doivent être implantés à une distance maximale de 200 m du local le plus défavorisé de l'établissement.
<b>Constats :</b> Les documents en possession de l'exploitant ne permettent pas de mesurer les distances entre les moyens de lutte extérieurs (poteaux d'incendie normalisés et points d'eau) et les lieux de stockage.
<b>Observations :</b> Cf. observation n° 1 : le plan requis par l'observation n° 1 devra permettre de le justifier.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

